

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 23/09/22

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 08/09/2022 – Risques Chroniques

**Contexte et constats**

Publié sur 

**SIDESUP**

12 rue du Moulin  
45300 ENGENVILLE

Références : EB 498/2022 - **VAT20220573**  
Code AIOT : 0010001019

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE. L'inspection a été annoncée le 05/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite précédente du 25/02/2022 (partie rejets atmosphériques uniquement, la partie concernant les quotas CO2 n'a pas été abordée lors de cette visite) ;

- Rejets atmosphériques ;
- Bruit et vibration.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	(ex Point 2)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	(ex-Point 3)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/ Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	(ex Point 5)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	(ex point 10)- exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Dispositions en cas d'épisode de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
11	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Plan de réduction du bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Consigne prise de rendez vous	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.2	/	Sans objet
13	Aménagement de la ligne 27000 – bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.3	/	Sans objet
9	Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	/	Sans objet
14	Véhicules et engins – bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex Point 2)-autosurveillance des rejets atmosphériques canalisés/diffus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/ Art. 3.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 3.2.4.1 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation

est en fonctionnement

VLE de 100 mg/N m<sup>3</sup> lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm<sup>3</sup> lors déshydratation pulpe de betteraves ou luzerne

Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse

#### Art. 3.3.1.2

Unités de déshydratation, conduit n°1:

Paramètre: Poussières

- Evaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;
- 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves

Enregistrement : Oui

#### Art. 3.3.1.2

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- NOx:20%:
- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- NOx: 20 % de la valeur moyenne horaire; .
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

#### Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

[...];

limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après;

[...];

prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Constats : C1 :** L'exploitant ne réalise pas une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels.

**C2 :** L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (poussières) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement.

**C3 :** L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des poussières émises par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes ».

**Observations :** Le jour de la visite, seule la ligne 25000 était en fonctionnement (séchage de luzerne).

La ligne 30000 était à l'arrêt puisque l'exploitant a cessé son approvisionnement en gaz compte tenu de la hausse du prix du gaz naturel.

La ligne 27000 est en cours de test avant mise en service.

La ligne 27000 n'est pas encore équipée d'analyseurs en continu (poussières et NOx)

Pour les mesures de poussières, la ligne 27000 sera également équipée d'un capteur de mesure tribo-électrique (détection des impacts de poussières dans les gaz transformant l'impact en signal électrique proportionnellement au degré d'empoussiérage).

A noter que la méthode tribo-électrique utilisée par SIDESUP permet d'enregistrer des données chiffrées. L'exploitant est donc en capacité de réaliser une mesure en continu de ses émissions de poussières.

L'exploitant a indiqué effectuer un relevé horaire des valeurs des émissions de poussières avec enregistrement. L'exploitant a indiqué ne pas exploiter ces données autrement que pour vérification du respect des VLE. L'exploitant a indiqué que les conduits ne sont pas équipés de débitmètres. Aussi, il lui est donc impossible de déterminer les flux massiques horaires et annuels émis par ses installations.

De plus, l'exploitant a indiqué que ses déclarations GEREPE sont basées sur les résultats des mesures ponctuelles réalisées 4 fois par an au cours desquelles l'organisme procède à la mesure des concentrations de poussières émises. L'exploitant enregistrant les heures de fonctionnement des différentes lignes, il en déduit un flux massique annuel. L'inspection rappelle à l'exploitant que les contrôles ponctuels par un organisme externe ne permettent pas de s'affranchir d'un contrôle en continu, seul moyen d'établir des bilans de rejets cumulés.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la baie d'analyse affichait une concentration de poussières dans les émissions du conduit 1 pour la ligne 25000 variant entre 116 et 129 mg/m<sup>3</sup>. La VLE est respectée lors de la visite.

L'inspection n'a pas examiné les enregistrements horaires des émissions. Ces enregistrements avaient été examinés lors de la visite du 25/02/2022 et présentaient des dépassements.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un rapport de mesures ponctuelles des émissions atmosphériques réalisées les 17 et 18/05/2022 (cf point n°9 du présent rapport). La concentration de poussière mesurée par l'organisme est de 12,8 mg/m<sup>3</sup>. La VLE est respectée.

Par conséquent, l'inspection ne peut exclure que les flux massiques annuels déclarés dans GEREPE sont sous estimés.

De plus, l'exploitant propose de mettre en place un système de management environnemental afin qu'il soit critique sur les VLE relevées, assurer un meilleur suivi, agir en cas de dépassements et rechercher les causes éventuelles des dépassements.

L'inspection prend note de la démarche corrective envisagée par SIDESUP. Néanmoins, cette démarche doit englober la surveillance des flux émis et pas seulement des concentrations.

Enfin l'exploitant n'a pas mis en œuvre de procédure/consignes concernant les éventuelles valeurs relevées pouvant être jugées aberrantes.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 :** (ex-Point 3)-autosurveillance des rejets atmosphériques canalisés/diffus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/ Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/ Art. 3.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisé/diffus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 3.2.4.1 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement  VLE de 70 mg/N m <sup>3</sup> lors déshydratation bois, pulpe de betteraves ou luzerne Flux massique horaire de 2,85 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse  Art. 3.3.1 Unités de déshydrataion, conduit n°1: Paramètre: NOx - en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ; - 1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves Enregistrement : Oui  Art. 3.3.1.2 Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission : - NOx:20%: - poussières : 30 %.  Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.  Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit : - NOx: 20 % de la valeur moyenne horaire; . - poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.  Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.  Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en

continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

#### Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

[...];

limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après;

[...];

prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**Constats : C4 :** L'exploitant ne réalise pas une mesure en continu des émissions atmosphériques des NOx pour les concentrations et les flux massiques horaires et annuels.

**C5 :** L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (NOx) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement.

**C6 :** L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des NOx émis par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes ».

#### **Observations :** cf point1-situation fonctionnement

La ligne 27000 n'est pas encore équipée d'analyseurs en continu (poussières et NOx)

L'exploitant a indiqué au début de la visite que 3 nouveaux dispositifs de mesures en continu de NOx de la société TECORA étaient arrivés sur site dont 2 en remplacement des dispositifs existants et 1 pour la nouvelle ligne. Aucun des 3 dispositifs n'était encore installé.

L'exploitant a indiqué effectuer un relevé horaire des valeurs des émissions de NOx avec enregistrement. L'exploitant a indiqué ne pas exploiter ces données autrement que pour vérification du respect des VLE. L'exploitant a indiqué que les conduits ne sont pas équipés de débitmètres. Aussi, il est lui est donc impossible de déterminer les flux massiques horaires et annuels émis par ses installations.

De plus, l'exploitant a indiqué que ses déclarations GEREP sont basées sur les résultats des mesures ponctuelles réalisées 3 fois par an au cours desquelles l'organisme procède à la mesure des concentrations de NOx émis. L'exploitant enregistrant les heures de fonctionnement des différentes lignes, il en déduit un flux massique annuel.

Enfin, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que la baie d'analyse de la ligne 25000 était éteinte. L'exploitant a alors indiqué que le dispositif d'analyse en continu des NOx était **hors service et éteint** depuis a minima le début de campagne luzerne en avril 2022, alors que la ligne était en fonctionnement. **L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de ce dysfonctionnement préalablement à la visite de terrain de la présente inspection.**

Lors de la visite précédente, l'inspection a constaté que pour la sonde de la ligne 25000, l'air



aspiré passe en extérieur sur une longueur estimée de 4 à 5 m entre le conduit et le bâtiment dans un tronçon calorifugé. Ce passage en extérieur et les éventuels variations de température pourraient avoir un impact sur les analyses. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si cette conception est prévue par la documentation constructeur.

Lors de la présente visite l'exploitant n'a pas apporté d'éléments sur ce point.

**Pour la nouvelle ligne, le dispositif de mesure en continu sera également installé en extérieur. L'exploitant doit porter une attention particulière sur la compatibilité capteur/aspiration/variation de température pour la 3e ligne de séchage ainsi que sur la ligne 25000 dont, selon l'exploitant, le nouveau piquage du dispositif en remplacement sera à nouveau en extérieur.**

Lors de la visite du 25/02/2022, l'inspection avait relevé que les valeurs affichées dépassaient les VLE. L'exploitant avait procédé à un ré-étalonnage, en présence de l'inspection qui s'était révélé sans succès.

L'exploitant avait réalisé un ré-étalonnage avec une bouteille étalon de NO<sub>2</sub> à 250mg/m<sup>3</sup>.

Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué que la gamme de mesure de la baie d'analyse des NO<sub>x</sub> est de 0 à 5000 ppm. Les baies d'analyse des nouveaux dispositifs auront une gamme de 0 à 1000 ppm.

**L'exploitant devra revoir d'une part la procédure de ré-étalonnage des nouveaux dispositifs et d'autre part s'assurer de la fiabilité du ré-étalonnage par rapport à la concentration du gaz étalon utilisé. Il devra par ailleurs s'assurer et être en capacité de justifier que la gamme de fiabilité des détecteurs est en adéquation avec les VLE imposées par l'arrêté préfectoral.**

Lors de la visite précédente du 25/02/2022, l'exploitant a présenté la procédure « suivi des émissions atmosphériques conduite à tenir en cas de non-respect des VLE ». Elle définit un intervalle de valeurs brutes (pour chaque ligne) en dehors duquel les valeurs sont considérées comme anormales et nécessitent une intervention.

Néanmoins, lors de cette visite, l'exploitant a indiqué que si les valeurs relevées par le personnel sont incohérentes (dépassement de la VLE plus ou moins prolongée), ces dernières ne sont pas enregistrées et ne sont pas retenues dans la valeur moyennée journalière.

A titre d'exemple, lors de la visite du 25/02/2022, seules les valeurs de la matinée ont donc été enregistrées.

Au cours de la présente visite du 08/09/2022, l'exploitant n'a apporté aucun élément complémentaire sur le choix des valeurs enregistrées de la mesure en continu des émissions de NO<sub>x</sub>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, surveillance en continu des rejets atmo.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles-définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. [...] La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.
<b>Constats :</b> L'écart de la visite précédente est maintenue. <b>C7 :</b> L'exploitant ne s'assure pas de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issus des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST.
<b>Observations :</b> Lors de la visite précédente du 25/02/2022, l'exploitant ne réalisait pas de suivi de la justesse et de la représentativité des données issues des mesures en continu des analyseurs pour les paramètres NOx et poussières. Aucun QAL2, QAL3 ou AST n'avait été présenté par l'exploitant.  Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en conformité ses analyseurs en réalisant les étalonnages et contrôles de la qualité du système de mesurage installé au travers des QAL2, QAL3 et AST.  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les 3 analyseurs en continu de la marque TECORA pour les NOx (remplacement des 2 existants et 1 nouveau pour la ligne 27000) et l'analyseur en continu pour la poussière sur la ligne 27000 choisis ne sont pas certifiés selon le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL1. Selon ses déclarations, un appareil certifié QAL1 est beaucoup plus cher qu'un non certifié QAL1.  L'exploitant a indiqué vouloir mettre en œuvre une méthode équivalente, conformément aux dispositions de l'article 58.II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.  L'inspection attire l'attention de l'exploitant qu'en cas de choix de mise en œuvre d'une méthode équivalente à la méthode normalisée, l'exploitant devra transmettre à l'inspection une demande formalisée et argumentée de la méthode équivalente. Pour cela, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>• justifier l'utilisation d'une autre méthode non normalisée pour la surveillance en continu ;</li> <li>• justifier que les résultats obtenus sont équivalents : l'appareil doit être apte à mesurer une concentration au niveau de la VLE journalière avec une incertitude conforme au seuil d'incertitude fixé par la réglementation (conformité de l'étendue de mesure, de la plage de mesure, mesure des NOx via un convertisseur, moyen de réalisation de la mesure en NOx etc) et la procédure de contrôle et d'étalonnage doit être réalisée dans les formes des procédures QAL 2 et QAL3 ;</li> <li>• une tierce expertise pourrait éventuellement être exigée selon les dispositions de l'article L.181-13 du code de l'environnement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Consigne prise de rendez vous

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, logiciel prise de rdv et consigne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant établit une consigne spécifique pour les réceptions et les expéditions. Cette procédure impose l'utilisation d'un logiciel de prise de rendez-vous (date, horaire, référence du véhicule autorisé). Elle rappelle les conditions d'accès au site, notamment l'entrée à emprunter et les sens de circulation à l'intérieur de l'établissement.  Cette consigne rappelle la conduite à tenir par l'ensemble du personnel et les sous-traitant afin de limiter les envols de poussières et le bruit lors de ces opérations.  La bonne application de cette consigne relève de la responsabilité de l'exploitant. A minima, ce dernier organise une fois par an une réunion de sensibilisation de l'ensemble des chauffeurs avant le démarrage de la campagne luzerne. Un représentant de la mairie et de la gendarmerie sont conviés à cette réunion. A cette réunion sont également rappelées les consignes de sécurité et les bons comportements routiers à observer par les chauffeurs (réduire la vitesse de circulation dans les zones habitées et à proximité des établissements sensibles, axes routiers faisant l'objet de mesures d'évitement). [...]
<b>Constats : C8 :</b> Les consignes spécifiques pour les réceptions et expéditions sont incomplètes sur les bons d'enlèvement pour les chauffeurs extérieurs missionnés par des sociétés de transports externes à SIDESUP.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre les dispositifs suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• un réaménagement des abords du site a été réalisé comprenant des stationnements camions qui ont été aménagés entre le cimetière et l'entrée de SIDESUP (6 stationnements possibles pour couvrir les 2 sens de circulation),</li><li>• une zone de délestage stabilisée a été réalisée au niveau de la voie ferrée côté accès à la société USCP (12 stationnements camions).</li></ul> Un système de bip est mis en œuvre pour signaler aux camions en attente la possibilité d'entrer dans le site.  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le logiciel de prise de rendez-vous TRANSWIDE est opérationnel.  L'inspection a constaté que la 2e entrée était en cours de finalisation.  L'exploitant a indiqué qu'une réunion a été organisée le 21/04/2022 en présence de la commune et de la société de transport KUCHLY. La gendarmerie, invitée par l'exploitant, n'a pas assisté à la réunion. Une 2e réunion a été organisée fin juin 2022 pour faire un point d'avancement sur la situation de la société après plusieurs semaines de campagne luzerne.  L'exploitant a présenté une consigne nommée « autorisation de circulation dans la zone d'accès réglementée ». Cette procédure est destinée aux chauffeurs de la société KUCHLY et aux chauffeurs amenant les matières premières provenant notamment des sucreries. Les chauffeurs ont signé cette autorisation lors de la réunion organisée en 04/2022 précitée. Cette consigne contient également le plan de circulation du site.  L'exploitant a également présenté un bon d'enlèvement appelé « DOLL » pour les chauffeurs

extérieurs venant principalement chercher des produits finis, missionnés par des sociétés de transports externes à SIDESUP. Ces chauffeurs ont obligation de réserver des créneaux via TRANWIDE. Ce bon mentionne des consignes. Néanmoins, ces consignes sont incomplètes puisqu'il n'y est pas fait mention de mesures à respecter en matière de prévention du bruit et d'émissions diffuses de poussières.  
Ces consignes doivent être complétées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : (ex point 10)-exploitation des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, exploitation-objectifs généraux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour: [...]; limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après; [...]; prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<b>Constats : C9 :</b> L'exploitant ne justifie pas du contrôle annuel d'entretien des sondes de mesures en continu des poussières. Il ne prend donc pas toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement.
<b>Observations :</b> Lors de la visite précédente du 25/02/2022, l'inspection a constaté la présence de poussière sur la sonde de la ligne 25000. La sonde présentait de la poussière que l'exploitant a nettoyé avec un chiffon lors de la visite. L'exploitant a indiqué que l'entretien de la sonde poussière a lieu 1 fois par an.  Lors de la visite précédente du 25/02/2022, au niveau de la ligne 30 000, l'inspection avait constaté la présence d'une plateforme installée il y a environ 1 an selon l'exploitant. Cette plateforme empêchait le démontage et la vérification de la sonde. De plus, l'inspection n'avait pas contrôlé la présence d'un registre de contrôle/entretien des installations de traitement. Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que l'exploitant avait réalisé des travaux permettant un démontage de la sonde.  L'inspection a demandé à l'exploitant de justifier du contrôle et de l'entretien annuel des sondes poussières. Par courriel du 16/09/2022, l'exploitant a transmis un tableau comparatif entre les valeurs relevées par l'organisme lors des mesures ponctuelles et les valeurs mesurées. Ce document n'est pas celui attendu par l'inspection. L'exploitant ne justifie donc pas d'un contrôle annuel des sondes mesurant les poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Emissions diffuses et envols de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envols poussières diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de luzerne et de pulpe en attente de traitement, les mesures suivantes sont mises en œuvre sur l'aire de réception afin de prévenir l'envol de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'aire de réception des pulpes et de la luzerne en attente de traitement est limitée à une surface de 3 200 m<sup>2</sup>. Cette aire est constituée de 2 zones de 1 600 m<sup>2</sup> de surface unitaire, délimitée chacune au sol par un marquage adapté. Tout stockage des pulpes et de la luzerne en attente de traitement en dehors de cette aire de réception est interdit ;</li> <li>- Les véhicules de livraison sont conçus pour limiter l'envol de poussières au moment des opérations de déchargement. Ces véhicules sont maintenus fermés jusqu'à l'opération de déchargement ;</li> <li>- Un dispositif coupe poussière d'une hauteur minimale de 2 m et d'une longueur de 75 m est mise en limite Sud et Est de l'établissement afin de capter les envols générés au droit de l'aire de réception et de chargement des trémies. L'intégrité de ce dispositif est régulièrement vérifiée. La hauteur de stockage de la luzerne et de la pulpe sur l'aire de réception ne dépasse celle du dispositif coupe poussière ;</li> <li>- Les avaloirs de collecte des eaux de ruissellement situés à proximité de l'aire de réception et de chargement des trémies sont régulièrement curés afin de prévenir l'accumulation de poussières ;</li> <li>- Les tapis d'alimentation des foyers biomasse sont tous équipés d'un dispositif capoté ;</li> <li>- Un capot est mis en place au niveau des trémies de recyclage des fines dans le process.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats : C10 :</b> L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositifs suivants permettant de prévenir les envols diffus de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• absence de matérialisation des aires de stockage des produits en attente de 1 600 m<sup>2</sup> chacune,</li> <li>• le mur coupe poussières n'est pas finalisé dans sa partie sud,</li> <li>• le tapis d'alimentation du foyer biomasse de la ligne 27000 n'est pas capoté.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les aires de réception des pulpes et des luzernes en attente de traitement de 1600 m<sup>2</sup> chacune ne sont pas matérialisées ;</li> <li>• les véhicules de livraison des matières premières sont à fonds mouvants ;</li> <li>• le mur coupe poussière n'est pas finalisé. Il est construit au niveau de la 2e entrée en cours de finalisation. La partie manquante est le long de la route départementale, en partie sud du site. L'inspection a constaté que le mur est supérieur à 2 m de hauteur et qu'aucun stockage de matières premières ne le dépassait. L'exploitant déclare qu'il prévoit d'étudier un dispositif pour le cas échéant permettre de le réhausser ;</li> <li>• les avaloirs de collecte étaient sensiblement chargés. <b>L'exploitant pourrait utilement prévoir un curage de ces réseaux ;</b></li> <li>• le tapis d'alimentation du foyer biomasse de la ligne 25000 est équipé d'un dispositif capoté et que celui de la ligne 27000 reste à réaliser ;</li> <li>• un capot est mis en place au niveau des trémies de recyclage des fines du process de la ligne 27000.</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué prévoir mettre en place un système de brumisation afin de limiter les émissions diffuses de poussières. Il prévoit la mise en place d'une rampe fixe sur les trémies de versement des produits à déshydrater (devis reçu) et mettre en place un canon brumisateur mobile pour brumiser les tas en attente de déshydratation sur les aires de stockage.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 7 : Conditions générales de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, hauteur de cheminée ligne 27000
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conduits n°7 (cheminée ligné 27000 ) - Hauteur 30 m
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté une attestation de la société BEIRENS mentionnant la fourniture d'une cheminée d'une hauteur de 30 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Dispositions en cas d'épisode de pollution de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude en cas d'épisode de pollution de l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit réaliser et transmettre à l'inspection des installations classées, une étude préalable portant sur l'impact économique, social et technique et proposant un plan d'actions susceptible d'être mis en œuvre sur son établissement d'ENGENVILLE, en cas de dépassement des seuils d'information et de recommandation ainsi que des seuils d'alerte fixés à l'article L 221-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Ce plan d'actions est composé de mesures devant permettre la réduction temporaire des émissions atmosphériques en poussières (TSP) et en composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), en cas d'épisode de pollution de l'air par des polluants de type particules, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées et que les coûts induits ne soient pas disproportionnés, au regard des bénéfices sanitaires attendus.</p> <p>L'étude comporte, pour chaque mesure proposée dans le plan d'actions, des éléments sur la faisabilité technique et économique, sur le gain environnemental attendu (rejets évités) et les conséquences sur la sécurité des personnes.</p> <p>Les procédures et les délais de déclenchement des mesures doivent également être étudiées. L'étude doit comporter une première partie relative à des mesures à mettre en œuvre en cas de déclenchement des procédures de niveau Information – Recommandations et notamment les recommandations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) mise en œuvre de dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de l'activité ;</li> <li>2) utilisation préférentielle d'un combustible ou d'une installation de combustion moins émetteurs de particules ;</li> <li>3) report du démarrage d'unités ou d'activités jusqu'à la fin de l'épisode de pollution ;</li> <li>4) mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés pendant la durée de l'épisode de pollution ;</li> <li>5) réduction de l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.</li> </ol>

<p>L'étude doit comporter une seconde partie relative à des mesures à mettre en œuvre en complément des mesures définies dans la première partie et en cas de déclenchement de la procédure préfectorale de niveau Alerte et notamment les mesures d'application obligatoire suivantes :</p> <p>6) réduction ou arrêt de toute ou partie de l'activité réalisée sur le site ;</p> <p>7) reporter certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs) à la fin de l'épisode de pollution ;</p> <p>8) recours à un combustible ou à une installation de combustion moins émetteur de particules ;</p> <p>9) report de démarrage d'unités ou d'activités jusqu'à la fin de l'épisode de pollution ;</p> <p>10) mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés pendant la durée de l'épisode de pollution ;</p> <p>11) interdiction de l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.</p> <p>Si d'autres mesures peuvent permettre de réduire temporairement les émissions en poussières et en COVNM des installations, elles doivent également être étudiées.</p> <p><b>Constats : C11 :</b> Absence d'une étude préalable portant sur l'impact économique, social et technique proposant un plan d'actions susceptible d'être mis en œuvre sur son établissement d'ENGENVILLE en cas de dépassement des seuils d'information et de recommandation et des seuils d'alerte fixés à l'article L 221-1 du code de l'environnement.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir établi d'étude préalable portant sur l'impact économique, social et technique proposant un plan d'actions susceptible d'être mis en œuvre sur son établissement d'ENGENVILLE en cas de dépassement des seuils d'information et de recommandation et des seuils d'alerte fixés à l'article L 221-1 du code de l'environnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>
--

#### N° 9 : Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <p>- unités de déshydratation, conduit 1 :</p>



Paramètre	Fréquence	Enregistrement
O <sub>2</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;</li> <li>1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves</li> </ul>	Oui
Poussières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;</li> <li>1 mesure tous les 3 mois dont 1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves</li> </ul>	Oui
SO <sub>2</sub>	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves	Oui
NO <sub>x</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;</li> <li>1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves</li> </ul>	Oui
COVNM totaux *	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves	Oui
Benzène	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves	Oui
COV annexe III *	1 mesure par an au cours de la campagne de déshydratation bois	Oui
Cd, Hg, Tl	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves uniquement sur la ligne 25 000 l/h	Oui
As, Se, Te	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves uniquement sur la ligne 25 000 l/h	Oui
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V & Zn	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves uniquement sur la ligne 25 000 l/h	Oui
Pb	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves uniquement sur la ligne 25 000 l/h	Oui
HAP	1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves uniquement sur la ligne 25 000 l/h	Oui
Dioxines & furannes	1 mesure tous les 2 ans, uniquement sur la ligne 25000 l/h	Oui

\* mesure exprimée en carbone total

Lors de la mesure de la concentration en HAP et en COV, une vérification, notamment de la bonne corrélation avec les concentrations mesurées en CO et en poussières, est réalisée.

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.

**Constats :** Pas d'écart constaté

**Observations :** La ligne 27000 étant en phase de tests, aucune campagne de mesures ponctuelles n'a encore été réalisée.

L'inspection a examiné le rapport des rejets atmosphériques pour la ligne 25000 pour la campagne luzerne avec de la biomasse en combustible. Ce rapport a été établi par l'APAVE pour une intervention du 17 au 18/05/2022.

L'APAVE a réalisé des mesures sur les paramètres suivants :

- O<sub>2</sub>,
- NO<sub>x</sub>,
- COVNM totaux,
- poussières totales,
- SO<sub>2</sub>,
- HAP,
- Benzène,
- métaux,
- plomb.

Les résultats ne mentionnent pas de dépassement de VLE.

A noter que le rapport mentionne des écarts à la norme. L'APAVE indique que compte tenu des valeurs mesurées faibles par rapport aux VLE, les écarts à la norme relevés n'ont pas d'incidence sur le jugement de conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 : Surveillance de la qualité de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité de l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants: NOx : 1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves PM 10 et PM 2,5 : 1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves Benzène : 1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves Métaux : Manganèse, plomb, Cadmium, arsenic : 1 mesure par campagne de déshydratation bols, luzerne et pulpes de betteraves  La mise en place de la surveillance de la qualité de l'air est réalisée, la première année de notification du présent arrêté et pour chacune des matières premières séchées. Cette surveillance est renouvelée tous les 10 ans. Les résultats de ces mesures sont comparés aux données présentées dans l'étude de risque sanitaire de l'établissement. Les résultats de ces surveillances sont transmis à l'inspection des installations classées  Une attention particulière sera apportée aux rejets diffus.  La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.  Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats : C12 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une surveillance de la qualité de l'air au cours de l'année de notification de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué avoir récemment pris contact avec la société LIG'AIR pour la réalisation de la surveillance de la qualité de l'air. La société LIG'AIR a indiqué ne pas être disponible pour effectuer la surveillance en 2022. L'exploitant n'est donc pas en mesure de réaliser la surveillance de la qualité de l'air au cours de la première année de notification de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 11 : Surveillance des retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement. Dans un délai de 4 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de surveillance qu'il se propose de mettre en œuvre. Il met en œuvre ce plan dès la première campagne de séchage de la luzerne. La surveillance se déroule sur une période qui ne peut être inférieure à 1 mois, et qui inclut tout ou partie des mois de mai et de juin.  Les résultats de ces surveillances sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après la fin de la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement.
<b>Constats : C13 :</b> L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées un plan de surveillance dans les 4 mois à notification de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021 et l'exploitant n'a pas réalisé une surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement lors de la campagne luzerne 2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir ni réalisé un plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement ni avoir réalisé les mesures de surveillance de ces retombées lors de la campagne luzerne 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Plan de réduction du bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des éventuelles suites administratives en cours concernant la mise en conformité des installations existantes, l'exploitant met en œuvre un plan d'action décliné en 3 étapes destinées à réduire les impacts des installations les plus émettrices de bruit. Les 3 étapes ont pour objectif de : <ul style="list-style-type: none"><li>- Étape 1 : réduire le bruit émis par les sources identifiées comme étant à l'origine d'un impact acoustique fort dans les zones à émergence réglementée, en période diurne ;</li><li>- Étape 2 : réduire le bruit émis par les sources identifiées comme participant significativement à l'impact acoustique de l'établissement dans les zones à émergence réglementée, en période nocturne ;</li><li>- Étape 3 : réduire le bruit émis par des autres sources identifiées comme participant à l'impact acoustique de l'établissement dans les zones à émergence réglementée, en période nocturne.</li></ul> La déclinaison de ce plan d'action permet : <ul style="list-style-type: none"><li>- Au terme de l'étape 1 de respecter les valeurs d'émergence admissible visées à l'article 6.2.1 de présent arrêté en période diurne ;</li><li>- Au terme de l'étape 2 de réduire sensiblement les valeurs d'émergence mesurées en période nocturne ;</li><li>- Au terme de l'étape 3 de respecter les valeurs d'émergence admissible visées à l'article 6.2.1 de présent arrêté en période nocturne.</li></ul> Selon le calendrier défini par le présent article, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures

<p>des niveaux d'émission sonore de son établissement, en limite de site et dans les mêmes zones à émergence réglementée que celles retenues dans l'étude d'impact, sauf en cas de désaccord des propriétaires des parcelles concernées. Les mesures et leur interprétation sont réalisées par une personne ou un organisme qualifié. A minima, la première campagne de mesure comprend un arrêt complet des installations de l'établissement (hors installations indispensables pour la sécurité, qui devront être répertoriées) afin d'apprécier le bruit résiduel. Le cas échéant, une méthode alternative utilement basée sur la norme NF S 31-010 pourra être acceptée pour apprécier le bruit résiduel.</p> <p>Un rapport d'analyse est produit à l'issue de chacune de ces campagnes de mesure. Le rapport est conclusif sur la conformité de l'établissement aux seuils des émissions sonores réglementaires, visés à l'article 7.2 du présent arrêté. Les rapports permettent d'apprécier l'efficacité du plan d'action mis en œuvre. Ces rapports sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>La mise en œuvre du plan d'action respecte le calendrier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travaux relatifs à la réalisation des étapes 1 et 2 sont achevés au plus tard le 15 avril 2022 ;</li> <li>- Le rapport d'analyse acoustique est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 mai 2022 ;</li> <li>- Les travaux relatifs à la réalisation de l'étape 3 sont achevés au plus tard le 15 avril 2023 ;</li> <li>- Le rapport d'analyse acoustique est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 mai 2023.</li> </ul> <p><b>Constats : C14 :</b> L'exploitant n'a pas procédé, dans les délais, à la réalisation des travaux de mise en conformité acoustique des installations existantes et à la réalisation de l'analyse acoustique à l'issue des travaux.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir engagé les travaux de mise en conformité acoustique des installations existantes conformément aux conclusions de l'étude d'impact acoustique établi par SIM ENGINEERING.</p> <p>L'exploitant n'a également pas mis en place d'outil de suivi des travaux qui aurait pu être effectué afin de vérifier que l'ensemble des améliorations acoustiques identifiées dans le rapport d'étude ont bien été effectués.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a constaté que des bruits métalliques importants provenait de la trémie d'alimentation en plaquettes forestières de la ligne 25000. L'exploitant a indiqué avoir mis en place un capotage pour limiter les émissions de poussières lors du versement des plaquettes. Il indique que la vibration de la trémie entraîne la vibration de la structure et des parois métalliques du capotage.</p> <p><b>L'exploitant pourrait utilement vérifier et réviser la conception de l'installation de capotage de la trémie d'alimentation en combustible de la ligne 25000, afin de faire cesser ces bruits métalliques.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
---

**N° 13 : Aménagement de la ligne 27000 – bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La ligne de séchage 27 000 est conçue, exploitée et fait l'objet d'un plan de maintenance permettant de prévenir les impacts et les nuisances acoustiques, en réduisant à la source les bruits générés.</p>

Les dispositions suivantes, ou tout dispositif dont l'exploitant justifie une efficacité comparable sur la base d'une note technique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, sont notamment mises en œuvre :

- Le ventilateur du four est équipé d'une isolation phonique ;
- Le broyeur est positionné dans une fosse insonorisée ;
- La trémie bois et son moteur sont dotés d'un écran acoustique ;
- L'ensemble des moteurs des foyers est capoté ;
- Les convoyeurs sont capotés ;
- Les pièces du tambour sécheur susceptibles de générer des bruits mécaniques sont maintenues convenablement lubrifiées ;
- les éventuelles ventelles sont conçues pour limiter les bruits lors de leur fermeture ;
- des bardages acoustiques sont mis en place autour des cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur ;
- Le refoulement du groupe froid est équipé d'un silencieux ou cet équipement est installé dans un bâtiment équipé de dispositifs d'insonorisation.

**Constats : C15 :** La trémie bois et son moteur ne sont pas dotés d'un écran acoustique.

**C16 :** L'exploitant ne justifie pas des caractéristiques acoustiques du calorifuge apposé sur les cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur.

**Observations :** Lors de la visite, l'inspection a constaté que :

- le ventilateur du four est équipé d'une isolation phonique ;
- le broyeur est positionné dans une fosse insonorisée ;
- la trémie bois et son moteur ne sont pas dotés d'un écran acoustique (écran servant également de dispositif anti poussières) ;
- les moteurs foyers ne sont pas capotés mais néanmoins situés dans un bâtiment clos ;
- les convoyeurs sont capotés ;
- les pièces du tambour sécheur susceptibles de générer des bruits mécaniques sont maintenues convenablement lubrifiées ;
  - un calorifuge est apposé autour des cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur ;
  - le groupe froid situé en extérieur n'est pas raccordé aux installations et n'est pas en exploitation. Il sera vérifié lors d'une prochaine inspection s'il est équipé d'un silencieux.

L'inspection n'a pas constaté la présence de ventelles sur les installations.

De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des caractéristiques acoustiques du calorifuge apposé sur les cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur.

Enfin, l'inspection a constaté la présence d'un moteur de taille importante entre le broyeur et les 4 cyclones finisseurs. Ce dernier n'est pas et il n'est pas prévu de le capoter. De même, un autre moteur non capoté est situé en aval des 4 cyclones finisseurs.

**L'exploitant pourrait utilement vérifier les niveaux sonores émis par ces moteurs, et le cas échéant procéder à leur capotage ou la mise en place de tout autre dispositif de réduction du bruit.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les poids lourds de transport et les véhicules de chargement circulant dans l'enceinte de l'établissement ne sont pas équipés de dispositifs sonores de recul actif. L'exploitant s'assure, par des moyens adaptés, que l'absence de ces équipements ne constitue pas un risque pour son personnel et les sous-traitants présents sur son site.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens techniques et organisationnels afin de limiter les nuisances sonores susceptibles d'être générées par les véhicules au moment des opérations de déchargement des produits et de l'alimentation des lignes de séchage en matière combustible et en produits à sécher.</p> <p>Les moyens portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la limitation autant que possible du bruit des bennes des poids lourds de transport des produits à sécher, du combustible et des produits finis (opérations d'ouverture et de fermeture des portes) ;</li> <li>- l'obligation de couper les moteurs des véhicules lorsque ces derniers sont à l'arrêt ;</li> <li>- l'interdiction de nettoyer les voies de circulation et les aires de stockage en extérieur au moyen d'un godet à lame métallique. Le nettoyage de ces zones est réalisé au moyen d'une balayeuse et d'une chargeuse équipée d'un godet spécifique à lame non métallique ;</li> <li>- La position basse du bras des véhicules de chargement des lignes de séchage est par conception contraint pour empêcher le frottement du godet sur le sol.</li> </ul> <p>Pas ailleurs, l'exploitant contractualise avec ses sous-traitants l'utilisation de 10 bennes à fond mouvant pour le transport des matières à sécher. Ces bennes sont disponibles dès la campagne de luzerne de l'année 2022.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que les camions de livraisons de matières premières et véhicules de chargement sont munis d'un dispositif de flash lumineux en remplacement des avertisseurs sonores.</p> <p>L'exploitant a présenté un courrier de la société KUCHLY, missionnée par SIDESUP pour les livraisons de matières premières, mentionnant que ce dernier a investi dans l'achat de 10 bennes à fonds mouvants.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de lame en téflon qui sont apposées sur les godets des chargeuses afin de réduire le bruit lors des manutentions de produits.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les positions des bras des chargeurs ont été paramétrées par la société en charge de la vérification des engins.</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer d'une balayeuse pour nettoyer les aires de stockage des produits à sécher en attente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet